

ADEME RECHERCHE

#33 JANVIER 2021



© istock



SOMMAIRE

Exposé

DE L'ANALYSE DES
PRATIQUES SOCIALES AUX
RECOMMANDATIONS
POUR L'ACTION PUBLIQUE

2

Résultats significatifs

COMMENT FAVORISER
LES DÉMARCHES
DE TRANSITION ?

3

Rencontre

« EXPLORER L'ENSEMBLE
DES DIMENSIONS
SOCIALES
QUE CONTIENNENT
LES QUESTIONS
DE TRANSITION »

5



L'ÉDITO

Anne Varet

Directrice scientifique à l'ADEME

Les changements de comportement et de mode de vie sont essentiels au déploiement de la transition énergétique et écologique (TEE). Les conditions de réussite de cette transition ne dépendent pas que du seul progrès technique. La technologie comme les dispositifs de politiques publiques ne peuvent être conçus indépendamment de l'utilisateur, de ses pratiques et des collectifs dans lesquels il évolue. Depuis quelques années, on observe, à tous les échelons territoriaux, une multiplication des initiatives visant à changer les comportements. Ces initiatives, plus ou moins couronnées de succès, se heurtent à la volonté et/ou à la capacité de faire des individus et des collectifs. Comment les utilisateurs finaux sont-ils pris en compte dans la définition et la mise en œuvre des

« La transition écologique est aussi une transition sociale. »

actions et des dispositifs techniques ou de politiques publiques ? Comment penser collectivement ces dispositifs, gage de leur appropriation et de l'adhésion ? Comment repenser les modes de gouvernance ? Les recherches en sciences humaines et sociales (SHS) nous aident à comprendre comment les individus peuvent adapter leurs pratiques ainsi que les évolutions institutionnelles nécessaires pour aller vers de nouveaux modèles économiques et de gouvernance. C'est parce que la transition écologique est aussi une transition sociale que l'ADEME a lancé l'appel à projets TEES et en partage ici quelques résultats. Nous vous convions le 4 février à une rencontre virtuelle entre chercheurs et acteurs des territoires autour de ces enseignements. •

DE L'ANALYSE DES PRATIQUES SOCIALES AUX RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION PUBLIQUE

Pour favoriser la transition énergétique et écologique, l'évolution des pratiques sociales, et plus largement des modes de vie, est devenue un enjeu clé. Pour comprendre et agir sur les logiques d'action des Français, l'ADEME a publié un ouvrage et lancé l'appel à projets de recherche (APR) Transitions écologiques, économiques et sociales (TEES).

Les recherches en sciences humaines et sociales (SHS) nous aident à comprendre à quelles conditions les pratiques sociales peuvent évoluer, et les dispositifs techniques et actions de politiques publiques se déployer. L'ADEME a publié en 2016 l'ouvrage intitulé « Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité »¹.

UN OUVRAGE SUR L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES SOCIALES

Cet ouvrage visait à étudier la complexité des pratiques sociales et à identifier les leviers pour les faire évoluer en s'appuyant sur les différentes disciplines des sciences humaines et sociales. Il avait pour but de fournir des bases conceptuelles et pratiques aux acteurs qui travaillent sur les enjeux de transition.

En effet, on observe depuis quelques années une multiplication des initiatives visant à modifier les comportements des Français. Or, ces initiatives peuvent se heurter à des contraintes diverses, familiales, professionnelles, sociales, mais aussi techniques et infrastructurelles.

Les leviers d'action se trouvent donc aussi bien à l'échelle individuelle (habitudes, représentations, croyances), que micro-sociale (groupes sociaux, normes sociales) et macro (systèmes de production et de consommation, systèmes organisationnels, etc.).

De la parution de cet ouvrage a ensuite découlé un dispositif de formation² destiné aux conseillers dans les territoires et aux collaborateurs en interne.

UN APR DÉDIÉ AUX SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES...

En parallèle de ce travail, l'ADEME a lancé une évaluation de son soutien à la recherche en SHS entre 2010 et 2015, afin d'analyser la pertinence relative de ses différents modes d'intervention. À l'issue de cette évaluation, l'Agence a décidé de lancer « Transitions économiques, écologiques et sociales », un APR transversal aux différentes thématiques et dédié aux SHS, autour d'une ambition : mobiliser les communautés scientifiques en SHS sur les problématiques liées à la mise en œuvre de la transition énergétique et écologique (TEE).

Ses deux objectifs : développer et capitaliser les connaissances sur l'évolution des pratiques sociales dans le cadre de la transition écologique et de l'adaptation au changement climatique en vue d'éclairer la décision ; développer,

expérimenter et améliorer des solutions (outils, méthodes, modes d'organisation, démarches, etc.) afin de faire évoluer les pratiques. Le but final est d'apporter des connaissances théoriques, stratégiques et pratiques aux acteurs, aussi bien publics que privés, intéressés à faire évoluer les comportements mais aussi leurs capacités organisationnelles et leurs pratiques opérationnelles vers plus de durabilité.

Si la première édition (2017) concerne les déterminants des motivations individuelles pour faire évoluer les comportements, la deuxième édition (2019) porte sur les problématiques liées à la mise en œuvre de la TEE du point de vue des acteurs économiques, des institutions publiques, des associations ou collectifs citoyens. L'enjeu est de rendre compte des interdépendances entre les acteurs, ainsi que des formes de structurations sociales, organisationnelles, collaboratives et instrumentales qui permettent d'orienter les pratiques individuelles et collectives vers une transition énergétique et écologique. Ces deux premières éditions ont permis de soutenir 36 projets.

... ORIENTÉ VERS LA PRODUCTION DE RECOMMANDATIONS D'ACTION

Une autre spécificité de cet APR réside dans l'attente, de la part des équipes de recherche, d'efforts de réflexion en termes d'opérationnalisation, et des recommandations de politiques publiques, qu'elles soient d'ordre stratégique, pratique et/ou méthodologique.

Une première journée d'échange a ainsi eu lieu le 4 juin dernier autour des résultats de recherche, y compris provisoires. Objectif : les confronter avec les besoins des acteurs de terrain et décideurs publics pour co-construire des propositions de recommandations de politiques publiques. L'objectif final est d'aider les équipes de recherche à produire les recommandations les plus pertinentes, de faciliter l'appropriation des résultats par les équipes de l'ADEME, les décideurs publics et les acteurs de terrain concernés, et d'échanger sur les prolongements possibles et les besoins opérationnels de l'Agence. De premiers enseignements issus principalement de la première édition de l'APR vous sont présentés dans l'article suivant. •

1. <https://www.ademe.fr/changer-comportements-faire-evoluer-pratiques-sociales-vers-plus-durabilite>

2. https://formations.ademe.fr/formations_changement-de-comportement-acquerir-les-fondamentaux-du-changement-de-comportement--espace-ressources_s4911.html

COMMENT FAVORISER LES DÉMARCHES DE TRANSITION ?

Pour favoriser la transition écologique, il faut comprendre les déterminants des logiques d'action des individus, mais aussi les leviers permettant de généraliser ces comportements individuels à l'échelle d'un collectif. Quels sont les leviers de massification des changements de comportement et des démarches de transition ?

Les recherches issues de l'APR TEES nous apportent de premières pistes de recommandations : comprendre la motivation individuelle à agir, s'appuyer sur les plus convaincus et la dynamique de groupe pour engager une démarche de changement et favoriser la coopération et la transversalité.

COMPRENDRE LA MOTIVATION INDIVIDUELLE À AGIR

Chacun a ses propres motivations à agir. Dès lors, comment organiser une action au service de l'environnement ? Comment donner du sens à l'action individuelle pour engager et pérenniser les changements de pratiques ?

Il s'agit tout d'abord de dépasser l'argument environnemental. En effet, il est extrêmement difficile d'inciter des personnes à changer si les raisons de ce changement ne leur apparaissent pas pertinentes ou ne les concernent pas. Montrer des bénéfices individuels et/ou collectifs qui font sens pour chacun permet une meilleure appropriation des enjeux environnementaux et de la nécessité de changer. Or il apparaît dans les recherches que l'environnement est rarement la motivation première. Le projet CONDUIRE montre que l'usage de l'automobile, notamment en zone peu dense, est relativement délié de la sensibilité environnementale. Plusieurs projets (DIET4TRANS, APPEAL) soulignent qu'il est préférable de s'appuyer sur d'autres arguments (la santé, le gain économique, l'image de soi, le plaisir...) pour sensibiliser et mobiliser.

Ensuite, il est essentiel de donner du sens à l'action. Promulguer des messages positifs et déculpabilisants facilite l'adhésion au changement, tout comme réduire la distance (temporelle, spatiale, sociale) entre l'objet du message et l'individu. Parler du proche, du local est plus efficace que de parler de quelque chose de lointain et collectif. Les recommandations issues de certains projets insistent sur le caractère concret du message pour faire sens et augmenter ainsi la motivation à agir (TRANSPHERES, PUNCH, APPEAL, SENSI-GASPI). Ces travaux montrent par ailleurs que, pour être pérenne, la décision de changer doit découler d'une volonté individuelle. Plus la motivation sera intrinsèque et profonde, plus l'engagement sera fort. Alors que si l'action est attribuée à un facteur extérieur (obligation ou récompense), sa durée ou son champ seront limités à la situation en question.

Enfin, il est important de développer les capacités d'action individuelles. Les recherches s'accordent sur l'importance d'agir sur le sentiment de contrôle des individus, généré à la fois par le contexte matériel et organisationnel

qui conditionne la pratique, mais aussi par l'accompagnement au changement (TRANSPHERES, APPEAL, SENSI-GASPI). Le projet DULCE montre que pour garantir la pérennité des changements, il est important de rendre les foyers capables de s'emparer des informations sur les économies d'énergie qui leur sont fournies et de les traduire en actions.

S'APPUYER SUR LES PLUS CONVAINCUS ET LA DYNAMIQUE DE GROUPE POUR ENGAGER UNE DÉMARCHÉ DE CHANGEMENT

Pour massifier les changements de mode de vie, la réflexion doit porter sur l'émergence de pratiques pionnières et leur potentiel de diffusion. Comment identifier, parmi les initiatives écologiquement vertueuses, celles qui ont un fort potentiel de généralisation ? Et comment les essaimer ?



ZOOM SUR ...

Le séminaire du 4 février 2021

Dans la continuité du séminaire organisé le 4 juin dernier, cette journée aura pour ambition de poursuivre les échanges et d'aller plus loin dans la co-construction de recommandations pour l'action publique en faisant dialoguer chercheurs et acteurs territoriaux autour des enseignements de recherche et problématiques territoriales. La troisième édition de l'APR TEES sera lancée début février 2021. Elle propose trois volets transversaux aux domaines d'intervention de l'ADEME : la gouvernance des projets de transitions écologiques ; les outils et instruments en appui aux démarches de transition ; les conditions de soutien et de pérennisation aux démarches de transition écologique.



- Les fiches de présentation des projets sont à retrouver sur : <https://www.ademe.fr/content/transitions-ecologiques-economiques-sociales>
- En savoir plus sur ce séminaire : <https://seminaire-transitions-ecologiques-economiques-sociales.site.ademe.fr/ressources.htm>



© Istock

Il s'agit tout d'abord d'accompagner les plus convaincus pour en faire des « ambassadeurs ». Les projets issus de l'APR TEES révèlent que ce sont très souvent les publics déjà sensibilisés qui participent aux actions/dispositifs de changement. L'accompagnement reste en effet nécessaire pour passer des intentions à l'action. En accompagnant les convaincus qui n'ont pas encore passé le pas, c'est le processus de diffusion qui s'engage. Ces « ambassadeurs » ou « pionniers » essaieront ensuite leurs pratiques autour d'eux et, petit à petit, ces pratiques se généraliseront dans la société. Le projet DIET4TRANS préconise par exemple de s'appuyer sur ceux qui ont déjà adopté des éco-gestes.

Ensuite, il est essentiel de miser sur les groupes de pairs. La dynamique de groupe, en particulier des pairs, joue un rôle majeur pour engager, consolider et pérenniser les pratiques. Le projet TRANSPHERES conclut que le transfert de pratiques sur le lieu de travail sera plus fort s'il provient d'un collègue plutôt que de la direction RSE. Le projet TI AMO montre, lui, l'influence déterminante des pairs pour faire évoluer la position des élus à l'échelle des collectivités. Les recherches conduisent à encourager le partage d'expériences entre pairs, notamment à travers le développement de cadres d'échange à l'échelle locale, régionale voire nationale (PRAIRIE, RECYCLUSE). Le projet COMPOST conclut que pour faire fonctionner un site de compostage, trois leviers sont nécessaires : le soutien institutionnel avec l'installation de l'infrastructure ; la formation et la qualité des référents ; la dynamique collective et le cadre socio-spatial qui garantit la pérennité.

FAVORISER LA COOPÉRATION ET LA TRANSVERSALITÉ

Favoriser le déploiement de la transition écologique nécessite de limiter les décalages qui peuvent s'observer entre les intentions et modes d'action des uns, et les besoins et attentes des autres. Comment s'adapter aux contextes territoriaux, sociaux et économiques ? Et comment embarquer les parties prenantes ?

Les démarches de co-construction permettent une appropriation du changement plutôt que de susciter le

sentiment de quelque chose d'imposé qui déboucherait sur un manque d'engagement voire un rejet. Afin de mettre en place une tarification incitative des déchets par exemple, le projet TI AMO recommande d'impliquer les usagers très en amont pour prendre en compte concrètement leurs attentes dans l'élaboration des grilles tarifaires. Le projet RESCOMPTE, qui s'intéresse au rejet des compteurs Linky par la population, montre que faire accepter « après coup » le dispositif aux habitants suscite des blocages. Les valeurs ou craintes de la population ne sont pas suffisamment prises en compte, et les bénéfices du compteur probablement pas assez partagés.

Ensuite, il est essentiel de s'appuyer sur les écosystèmes d'acteurs pour favoriser le changement d'échelle (RECYCLUSE, CORELAB, ESADICAS). Les recherches issues de l'APR TEES insistent sur le besoin de mettre en lien les acteurs publics, privés, associatifs d'un territoire et de renforcer les partenariats dans une logique de transversalité. Elles révèlent l'importance de la dimension systémique à la fois dans les enjeux de gouvernance mais aussi pour s'adapter au mieux aux logiques individuelles. Les projets TRANSPHERES, PRAIRIE ou encore SENSI-GASPI montrent que des passerelles sont possibles entre les différents domaines (énergie, déchets, mobilité), et ouvrent des perspectives sur des cadres d'action transversaux. Par exemple en expliquant que la tarification incitative n'est pas une fin en soi, mais constitue un outil au service d'une réduction des impacts environnementaux, le projet TI AMO souligne les possibilités de synergie entre le service déchets et d'autres services (urbanisme, eau potable...). Le projet CONDUIRE suggère même de construire de nouvelles expertises au sein des collectivités combinant problématiques économiques et sociales, d'aménagement, de transport, d'urbanisme et d'écologie. Le décloisonnement des politiques sectorielles apparaît prometteur mais suppose, pour les collectivités, de sortir de leur cadre de compétences administratives. Ces enseignements et premières recommandations pour l'action publique restent à approfondir, et les projets issus des prochaines éditions de l'APR TEES apporteront de nouveaux éclairages. •

**SOPHIE
DUBUISSON-QUELLIER**
Présidente du conseil
scientifique de l'appel
à projets de recherche
« Transitions écologiques,
économiques et sociales »
(TEES)



ANAÏS ROCCI
Sociologue à l'ADEME



« EXPLORER L'ENSEMBLE DES DIMENSIONS SOCIALES QUE CONTIENNENT LES QUESTIONS DE TRANSITION »

Qu'elles soient écologiques ou économiques, les transitions sous-tendent de nombreuses questions sociales. Pour les aborder dans toute leur complexité, l'ADEME pilote l'appel à projets de recherche (APR) « Transitions écologiques, économiques et sociales » (TEES). De quoi pouvoir également livrer des recommandations concrètes pour aider les décideurs à accompagner les évolutions des pratiques et à rendre leurs propres modes d'organisation plus durables.

Pourquoi l'ADEME a-t-elle souhaité lancer un appel à projets de recherche (APR) dédié aux sciences humaines et sociales (SHS) autour de la transition écologique ?

Anaïs Rocci : Historiquement, les approches de sciences humaines et sociales étaient intégrées aux APR des services techniques ponctuellement. Puis nous nous sommes interrogés pour savoir s'il valait mieux continuer ainsi ou créer un APR dédié. Au terme de cette réflexion, il est apparu... qu'il fallait faire les deux ! C'est de ce constat qu'est né l'APR TEES, un appel à projets transversal aux différents champs d'action de l'Agence et consacré à l'ensemble des sciences humaines et sociales. La première édition (lancée en 2017) s'est focalisée sur les comportements et les pratiques individuelles ; la deuxième (en 2019) s'intéressait davantage aux acteurs économiques, aux institutions publiques, aux associations et aux collectifs citoyens. La troisième édition, qui sera lancée en février 2021, visera à renforcer les connaissances sur les enjeux de gou-

vernance et de mobilisation notamment.

Sophie Dubuisson-Quellier : Effectivement, lancer des APR dédiés aux sciences humaines et sociales est important pour trois raisons. D'abord parce que les questions de transition comportent des dimensions sociales que la recherche doit absolument explorer.

Ensuite, parce qu'il est important de développer en France un tissu sur la recherche en sciences humaines et sociales autour de ces questions. Enfin, souvent, lorsqu'on aborde les sciences humaines et sociales dans des projets techniques, elles occupent une position marginale ou instrumentale qui ne leur permet pas d'exprimer leurs capacités. Parce qu'il est véritablement dédié aux SHS, l'APR TEES permet au contraire de soutenir des recherches qui saisissent l'ensemble des dimensions sociales de la transition et de les articuler aux autres dimensions (notamment techniques) de cette question.

Quel est l'objectif de ces recherches ?

A. R. : L'APR TEES entend mobiliser les communautés scientifiques afin

BIO EXPRESS

Sophie Dubuisson-Quellier est présidente du Conseil scientifique de l'ADEME et du Comité scientifique de l'appel à projets de recherche « Transitions écologiques, économiques et sociales » (TEES). Depuis une vingtaine d'années, ses travaux de recherche se concentrent sur la sociologie économique, l'analyse des fonctionnements et des régulations marchandes. Sophie Dubuisson-Quellier a notamment étudié la manière dont l'introduction des enjeux environnementaux modifie les fonctionnements et la régulation économiques.

de développer les connaissances sur l'évolution des pratiques sociales. L'enjeu est ici d'éclairer les décisions des acteurs publics et privés qui souhaitent faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité. Pour ce faire, l'APR demande aux équipes de recherche de fournir des notes de recommandation afin d'accompagner l'action publique. Pour aider les chercheurs à produire ce livrable, nous avons initié une démarche de dialogue entre eux et les acteurs de terrain ; l'objectif est à la fois de capitaliser sur les enseignements des recherches, mais aussi de faciliter l'appropriation de ces résultats par les acteurs concernés (praticiens, décideurs, adémiens) pour, *in fine*, co-construire des recommandations pour l'action publique.

Dans cette perspective, nous avons organisé des ateliers en juin dernier sur le thème « Changements de pratiques sociales et transition écologique et économique : quels leviers de politiques publiques ? ». Nous comptons également renforcer le dialogue entre ces différents acteurs lors d'un séminaire que nous organiserons le 4 février 2021.

Peut-on déjà tirer des enseignements de cet APR ?

S. D.-Q. : Les projets ne sont pas tous achevés, mais l'on peut déjà identifier plusieurs pistes très riches. L'une d'elles porte sur la mise à distance de cette notion problématique d'« acceptabilité sociale ». Cette notion traduit en réalité une approche technique et une vision descendante de la transition. C'est l'idée que l'on conçoit d'abord une technologie ou un instrument de politique publique et que seulement ensuite on s'interroge sur la manière dont les gens vont ou non accepter cette technologie ou cet instrument. Dans ce raisonnement, tout se passe comme si ces innovations étaient conçues dans des espaces autonomes, dépourvus de dimension sociale. Vient ensuite le moment de la confrontation avec le social, moment où l'on peut alors mesurer les réactions individuelles ou collectives. Ce n'est bien sûr pas comme ça que les choses doivent se passer et plusieurs projets TEES montrent qu'il faut travailler cette question en amont et bien imbriquer les dimensions sociales et techniques d'un projet tout au long de son processus.

D'autres projets soulignent les limites des approches uniquement comportementales ou individualisantes. Ils montrent qu'il faut au contraire donner plus d'épaisseur aux individus, les replacer dans les interdépendances, dans les dynamiques collectives dans lesquelles ils se trouvent et qui expliquent leurs choix.

Comment peut-on aller plus loin dans la co-construction des projets ?

A. R. : Cet APR et le séminaire du 4 juin 2020 ont

“Le changement social provient d'abord des actions collectives ; l'objectif n'est donc pas d'arriver à bouger à un niveau individuel, mais de bouger ensemble.”

montré une forte demande d'échanges au sein des communautés de chercheurs, mais aussi entre chercheurs et décideurs. Nous nous sommes rendu compte que ce dialogue devait débuter dès le démarrage du projet, d'une part pour nourrir la recherche en considérant les problématiques des acteurs concernés, et d'autre part pour faciliter l'appropriation et la mise en application des enseignements de la recherche. Ce dialogue peut véritablement permettre de soutenir, guider et accompagner les prises de décision et les modalités d'action. Des réflexions sont actuellement en cours pour répondre à ce besoin.

Quels enjeux de recherche en SHS reste-t-il à explorer autour de la question de la transition énergétique ?

S. D.-Q. : Ils sont encore nombreux ! À ce propos, je tiens à souligner que, lorsqu'on pense aux dimensions sociales de la transition, on se cantonne souvent à deux niveaux : le niveau de l'individu ou celui de la masse, de l'opinion. Or il faut également creuser la première dimension du social, à savoir, le collectif, ce qui nous fait fonctionner ensemble d'une certaine façon. Si les démarches de transition restent si compliquées à installer, c'est précisément parce que nous fonctionnons déjà tous d'une certaine façon et que les mécanismes organisationnels et institutionnels qui sont aujourd'hui à l'œuvre rendent tout changement compliqué. Il reste donc à mieux comprendre les verrous et les inerties, en cessant de les attribuer à des résistances au changement propres aux individus, mais au contraire en explorant finement cette action collective, ces systèmes de contraintes qui pèsent sur la décision individuelle. Le changement social provient d'abord des actions collectives ; l'objectif n'est donc pas d'arriver à bouger à un niveau individuel, mais de bouger ensemble. ●

